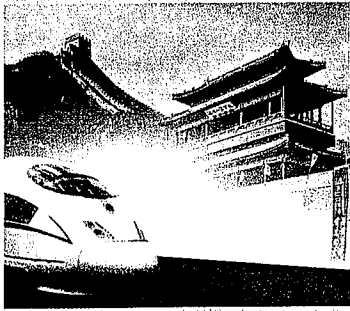


Objectif

LE MAGAZINE DE LA VIE ÉCONOMIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

méditerranée

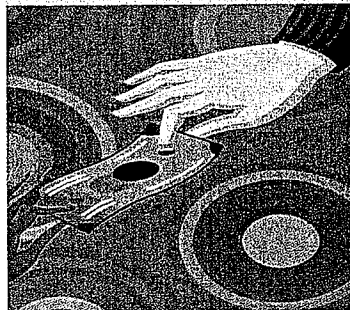
n°85 • 4,50€
juin 2007



Marché chinois
longue marche
PME



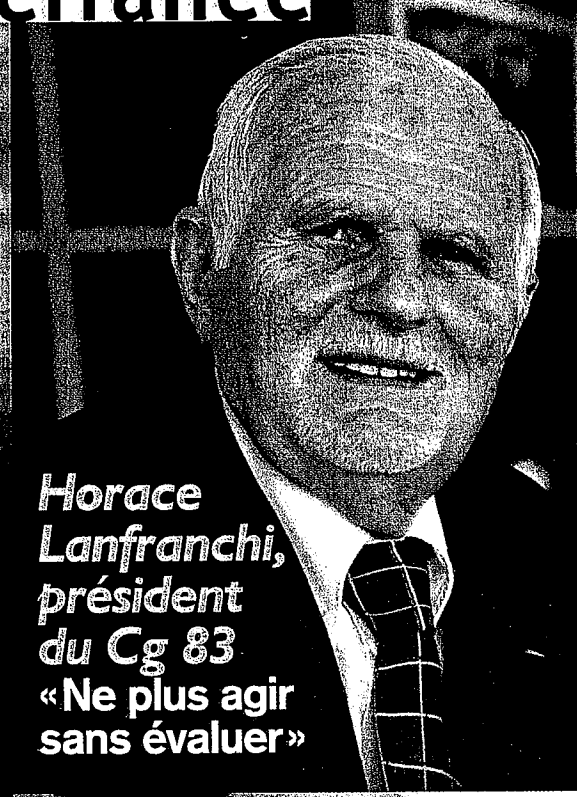
Culture
entreprise
dit mieux faire



Dossier
nouveaux atouts
banques



Jean-Claude Gaudin,
maire de Marseille
«Je suis en liaison directe
avec le Président»



Horace Lanfranchi,
président
du Cg 83
«Ne plus agir
sans évaluer»



FACE À FACE
LÉGISLATIVES

Patrick Allemand (PS) - Eric Ciotti (UMP)

Économie sociale PACA se dote d'un observatoire Pôles de compétitivité Le PEIFL affiche ambitions Lavande de Provence Les producteurs à bout de souffle Marseille Innovation couve toujours ! PNR Camargue Une mort annoncée Dans la peau d'une entreprise

Responsabilité sociale des entreprises (RSE)

Lente prise de conscience

Largement diffusées dans les grands groupes, les notions de RSE intéressent encore peu les TPME de la région. Quelques initiatives locales et l'exemple de rares pionniers marquent néanmoins de réelles avancées.



La montée en puissance des enjeux de développement durable a fait naître dans les entreprises le concept de responsabilité sociale, qui lie le progrès économique aux exigences d'équité sociale et de préservation de l'environnement. Au niveau international, la mise en œuvre de la RSE est le plus souvent basée sur le volontarisme des équipes dirigeantes. En France, la loi sur les nouvelles régulations économiques votée en 2001 impose aux entreprises cotées en Bourse d'informer leurs actionnaires sur les conséquences sociales et environnementales de leurs activités. D'après une étude récente de Ernst&Young, 9 sociétés du CAC 40 sur 10 appliquent ces textes.

En PACA, de grands groupes internationaux affichent et communiquent sur leur RSE. Ainsi, Sodexho, leader mondial de la restauration collective, valorise l'éthique d'entreprise comme un des moteurs de son développement⁽¹⁾, tandis que le transporteur maritime CMA-CGM se veut irréprochable dans sa politique de préservation de l'environnement. GSF, spécialisée dans le nettoyage industriel, a adhéré au pacte mondial des Nations Unies, et à ses valeurs fon-

damentales (droits de l'homme, normes du travail, environnement...).

Beaux discours ? « Les grands groupes n'en sont plus seulement à l'affichage marketing du développement durable », analyse Antonio Mazzei, directeur de l'IMQ (Institut méditerranéen de la qualité) à Toulon, « il y a une réelle prise de conscience ». L'intérêt des multinationales pour la RSE tient aussi à l'attention grandissante que les marchés boursiers cultivent envers les performances des sociétés dans ce domaine.

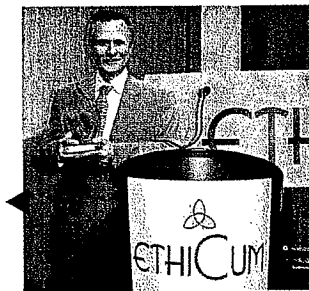
Mutualiser pour avancer

De leur côté, les PME et TPE, outre l'absence d'obligation, manquent de moyens pour mettre en œuvre la RSE. Les consultants spécialisés avouent leur difficulté à diffuser ces principes, et à y faire adhérer des chefs d'entreprises préoccupés en premier lieu par la pérennité économique de leur activité. « On se retrouve comme au lancement des normes de qualité, il y a 20 ans : on a l'impression de prêcher dans le désert, explique A. Mazzei, pour tenter tout de même de faire entrer la RSE dans ces entreprises, on s'appuie sur des aspects réglementaires concer-

nant l'environnement et la sécurité. » Pariant sur la mutualisation des moyens et soutenue par les pouvoirs publics, l'IMQ conduit une initiative baptisée VAR (Valorisation des actions responsables). Celle-ci propose à chaque entreprise candidate de mettre en œuvre des bonnes pratiques de RSE (égalité professionnelle, qualité de vie au travail, respect du personnel, des clients, des fournisseurs...). Pour un coût de 1 400 €, les entreprises bénéficient de 14 jours d'accompagnement par un consultant, sur la base d'une méthode élaborée par le Mouvement français de la qualité, validée par l'État et par les CCI. « On approche la stratégie de l'entreprise, l'écoute de son marché, l'analyse de son organisation et de sa production, et on regarde comment elle peut se développer économiquement, tout en prenant mieux en compte le social et l'environnement », conclut A. Mazzei, qui ne cache pas que la démarche est balbutiante, avec 9 volontaires sur 500 entreprises contactées... Parmi eux, on trouve une seule grande entreprise, le groupe Pizzorno environnement (gestion des déchets, 3 000 salariés), et des PME de 10 à 70 salariés dans les services et technologies (Green cap, Medinorme, VN composites, Cabelvar), la sous-traitance mécanique (Usimeca et Serelec), le BTP (Cardaillac) et l'agro-alimentaire (Soleou).

RSE : un outil de croissance ?

La société Ilex ascenseurs (maintenance et rénovation, 60 salariés, CA 5,8 M€), implantée à Vallauris, a connu une progression de 20 % de son chiffre d'affaires en 2006 sur un marché dominé par les poids lourds Otis et Thyssen. Le Pdg, Jean-Claude Georges, explique sa réussite par l'éthique, son principe de management qu'il décline avec les vertus d'Aristote : prudence, jugement, courage, contrôle de soi et justice. « Au sein de l'entreprise, le salaire de chacun est fonction d'une évaluation partagée : les techniciens notent les contremaîtres et inversement, les contremaîtres font de même avec les cadres, les cadres avec moi-même. » Une vingtaine de critères sont utilisés, parmi lesquels l'esprit d'équipe, l'autonomie, les préoccupations économique et stratégique, la conscience professionnelle... Un management complexe et parfois difficile, l'entrepreneur le reconnaît, mais qui a des résultats : la société connaît une croissance ininterrompue, et le turn over en près de 20 ans est proche de zéro. « Mes concurrents donnent à leurs salariés des objectifs financiers, souligne J.-C. Georges, je préfère obtenir la confiance du client sur d'autres bases, notamment la vérité. »



De son côté, Philippe Patouraux, directeur de TCC (La Seyne-sur-Mer, 10 salariés, CA 400 K€), spécialisée dans la traduction scientifique et technique, axe son management sur l'idée que « la vie du citoyen et celle du chef d'entreprise sont intimement liées. Je veille donc avec mes salariés à ce qu'il n'y ait pas de rupture entre ce qu'ils sont dans l'entreprise et ce qu'ils sont en dehors ». La gestion de TCC intègre des notions telles que l'équilibre vie privée et professionnelle, le droit à l'erreur, la non-discrimination... ■

Valeurs de dirigeant

À Sophia-Antipolis, Éthicum a choisi d'aborder la RSE sous un autre angle : cette association sensibilise depuis 2002 les patrons à l'éthique d'entreprise au moyen de formations et de coopérations entre sociétés. Constituée de dirigeants et aidée par de multiples acteurs publics et socioprofessionnels, Éthicum s'est fait connaître pour ses trophées. Remis chaque année aux sociétés jugées vertueuses dans le domaine social, environnemental et économique, ils ont entre autres distingué en 2006 Ilex ascenseurs (voir ci-contre). Éthicum développe actuellement avec la Drire et la région PACA un label éthique dédié aux entreprises des Alpes-Maritimes. Philippe Caner, ancien chef d'entreprise, président d'Éthicum, n'est pas loin de juger que la RSE n'est pas adaptée aux PME : « Elle a ses limites dans une entreprise de moins de 20 personnes, où le patron est proche de ses salariés et de ses clients, et pense agir comme il faut. » Selon lui, tout repose d'abord sur les valeurs du dirigeant, et sa capacité à les faire partager